

Mot de Madame Hadizatou Rosine SORI-COULIBALY

Excellences Mesdames Messieurs les Ministres ;
Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs ;
Mesdames et Messieurs les représentants des systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA);
Madame la Présidente du Conseil d'administration du CORAF ;
Monsieur le Directeur Exécutif du CORAF ;
Mesdames et Messieurs les représentants des partenaires techniques et financiers, des organisations professionnelles agricoles, de la société civile et du secteur privé ;
Mesdames et Messieurs les représentants des autorités administratives, coutumières et religieuses ;
Honorables invités.

Je suis très honorée de prendre la parole à l'occasion de cette 14^e Assemblée générale du CORAF, institution régionale de promotion de la recherche agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre. Je voudrais exprimer ma sincère reconnaissance au CORAF pour m'avoir désignée comme leur porte-flambeau pour l'année en cours. J'exprime aussi ma gratitude aux autorités politiques du Bénin dont la présence témoigne de leur engagement effectif en faveur d'une Recherche Agricole performante au bénéfice des acteurs des chaînes de valeurs agropastorales.

Mesdames, Messieurs, Chers Membres du CORAF,

Il y a des faits qui ne doivent pas nous laisser indifférents. Depuis quelques décennies, l'espace Sahel, Afrique de l'Ouest et du Centre fait face à de fortes turbulences, rythmées par un

empilement de défis interconnectés (climatiques, alimentaires, sécuritaires, économiques, socio-politiques, etc.). Au Sahel et en Afrique de l’Ouest par exemple, les crises alimentaires et sécuritaires ne cessent d’inquiéter. Entre 2019 et 2023, le nombre de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle a plus que quadruplé, passant de 10.7 millions à 42.5 millions de personnes. Les récents chiffres du Réseau de prévention des crises alimentaires révèlent qu’environ 49.5 millions de personnes seraient affectées par la crise alimentaire d’ici la prochaine soudure en juin-août 2024, si des mesures adéquates ne sont pas prises. De plus, la malnutrition affecte près de 17 millions d’enfants de moins de cinq ans. Cette situation de mères et d’enfants malnutris ne fait qu’exacerber les inégalités de genre et l’exclusion.

L’inaction face à ce fléau engendre des dommages énormes aux pays, avec des pertes annuelles estimées au Mali en 2013, par exemple, à près de 451 millions USD, soit 4% de son PIB.

Mesdames Messieurs les participants,

Ces défis, climatiques ou alimentaires, sont fortement amplifiés par les basculements territoriaux, démographiques et urbains en cours. À titre d’illustration, dans moins de 20 ans, l’espace Sahel et Afrique de l’Ouest accueillera 250 millions de personnes additionnelles et franchira la barre des 700 millions d’habitants ; et la majorité sera urbaine. Dans les années 1950, dix producteurs agricoles devaient satisfaire la demande alimentaire d’un consommateur urbain non-agricole. D’ici 2030, un producteur devrait répondre aux besoins de deux consommateurs urbains. Inévitablement, ces transformations

irréversibles mettent sous pression nos systèmes alimentaires, avec la question centrale du « *Comment nourrir sainement et de manière durable ?* ». En plus du défi alimentaire s'ajoute également les attentes pressantes de la jeunesse, en quête d'opportunités d'emplois y compris celles que pourraient procurer l'économie agropastorale.

Mesdames, Messieurs, Honorables invités,

Ces défis multiformes, de nature à donner des vertiges aux gouvernants, constituent une équation complexe pour laquelle la recherche agricole fait partie des options de solutions. « *Comment optimiser la contribution de la recherche agricole aux attentes des décideurs politiques en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, d'opportunités d'emplois et de revenus, et plus globalement de bien-être pour les populations ?* » Ces nombreuses attentes questionnent les systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) quant à la capacité à répondre efficacement à leurs missions centrales.

Mesdames, Messieurs, Chers décideurs politiques,

Permettre à nos systèmes de recherche agricole de répondre à de telles sollicitations nécessite que nous fédérions nos efforts afin d'apporter des solutions idoines à des défis vitaux. Je voudrais particulièrement insister sur quatre défis qui me paraissent assez critiques.

Le premier défi est le **sous-financement chronique** de la recherche agricole. En 2016 par exemple, 37 des 44 pays africains examinés, investissaient en deçà de l'objectif

recommandé par le NEPAD qui est de 1% du produit intérieur brut agricole en faveur de la recherche agricole. De même, l'essentiel des ressources du secteur se limite à la prise en charge des salaires et de la maintenance des infrastructures de recherche – livrant ainsi les programmes opérationnels de recherche aux incertitudes des financements extérieurs. Pire, la forte volatilité du financement des institutions de recherche agricole limite leurs capacités de production régulière et consistante de résultats à la hauteur des ambitions gouvernementales. Il s'agit là d'un défi existentiel pour lequel je voudrais davantage interpeller les gouvernants quant à leurs responsabilités premières dans la mise en place de mécanismes de financement souverain et durable de la recherche agricole. C'est le passage obligé pour assumer pleinement ses choix politiques et leur mise en œuvre. Pourtant le retour sur investissement est élevé et les exemples sont légion. Les simulations faites en 2022 dans le cadre de l'Union africaine indiquent une moyenne de croissance annuelle du PIB agricole de 6.1% en 2031-2050 pour le scénario d'investissement conséquent dans la recherche agricole, contre seulement 3.4% pour les niveaux actuels d'investissement actuel.

Le deuxième défi concerne le **déficit en capital humain**. En plus des problèmes liés à la qualité de la formation, les institutions nationales de recherche agricole sont également touchées par le problème de non renouvellement du personnel scientifique dans un contexte de forte contrainte budgétaire. Ces mêmes limites budgétaires réduisent l'attractivité des institutions nationales à retenir les meilleurs talents. Il paraît urgent pour les pays d'accélérer la mise en

œuvre de stratégies innovantes de développement des ressources humaines scientifiques, y compris des politiques incitatives de carrière à la hauteur des attentes gouvernementales.

Le troisième défi, et non des moindres, est l'indispensable **connexion entre la recherche et le développement**. Inutile de parler de financement durable ou de compétences scientifiques qualifiées si la performance de la recherche agricole et son utilité pour le développement demeurent encore peu perceptibles de la part des utilisateurs, encore moins des décideurs politiques. Vis-à-vis des utilisateurs (producteurs agropastoraux, opérateurs privés, femmes, jeunes, etc.), la recherche agricole devrait définitivement s'affranchir de la formule classique de dichotomie entre, d'une part, 'production de technologies' et d'autre part, leur 'transfert' aux soient disant bénéficiaires. Recherche agricole et Utilisateurs doivent désormais constituer une *« communauté de savoirs et d'intérêts réciproques »*, en connectant intimement les objectifs de recherche aux demandes sociales des utilisateurs, tout en valorisant le savoir-faire et pratiques d'innovation de ces derniers dans la création des technologies. C'est à ce prix que la recherche agricole pourra mieux répondre au défi stratégique de faire de nos villes grandissantes des espaces nourriciers, en les connectant davantage aux terroirs agricoles ruraux, en capitalisant également sur le savoir-faire des jeunes, des femmes et autres acteurs privés... - y compris à travers le développement de parcs ou de marchés de technologies. De même, il revient à la recherche d'imaginer les meilleurs instruments lui permettant d'être plus audible, de mieux

résonner dans les enceintes décisionnelles et surtout d'influencer les choix et les transformations souhaités. Je voudrais donc exhorter les institutions nationales de recherche agricole à s'engager dans ce combat légitime, en faisant en permanence la démonstration de l'utilité des produits et des bénéfices générés pour chaque unité d'investissement financier consentie, y compris en termes de productions scientifiques, de référentiels techniques et socio-économiques pour les agropasteurs, mais surtout en matière d'éclairages pour les décideurs politiques. Cela requiert une mobilisation dans la durée compte tenu de la spécificité de la recherche dont les effets et impacts ne sont visibles qu'à long terme.

Enfin, le quatrième défi et non des moindres est la **place centrale de l'intégration et de la coopération** en matière de recherche agricole. Aucun pays pris isolément ne pourra faire face aux défis multiformes et atteindre ses propres ambitions en matière de recherche agricole. Nous devons par conséquent mutualiser nos efforts, travailler en réseau. C'est la « *raison d'être* » du CORAF ; d'où la pertinence des initiatives portées par celui-ci en matière de renforcement des centres d'excellence, de recherche en coopération entre les pays, etc. Ces chantiers sont au cœur du mandat du CORAF et j'encourage les États et leurs organisations intergouvernementales (CEDEAO, UEMOA, CILSS, CEEAC, etc.), ainsi que leurs partenaires, à s'y engager afin d'accélérer la cadence de leur mise en œuvre.

Ces quelques défis font partie du destin commun du CORAF et de ses SNRA membres. Ils rappellent surtout l'utilité de

l'accompagnement du CORAF aux SNRA, en particulier en matière d'outils méthodologiques, de mise en synergie et de renforcement des capacités collectives d'innovation.

Mesdames, Messieurs, Chers Membres et partenaires du CORAF,

Pour terminer, je rappellerais simplement ***qu'un pays, sans système de recherche et d'innovation viable et performant, prend le risque de naviguer sans boussole et surtout sans aucune perspective d'atteindre ses ambitions de développement.*** Pour ma part, je ne ménagerais aucun effort pour poursuivre le plaidoyer là où il le faut afin que des solutions idoines soient trouvées aux défis multiformes touchant la recherche agricole – avec comme finalité la réalisation du bien-être des populations du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Excellentes délibérations à la 14^e Assemblée générale du CORAF.

Je vous remercie pour votre attention